

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Au lendemain du drame de Toulouse et Montauban

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 27 mars 2012

Démocratie & Socialisme

Le drame atroce de Toulouse et de Montauban a coûté la vie à quatre jeunes hommes et à trois petits enfants. Un autre jeune homme, grièvement blessé, est longtemps resté entre la vie et la mort.

Des petits enfants tués, on le vit dans notre chair. On a leur regard dans le nôtre. L'image d'un tueur psychopathe qui appuie la gâchette sur la tempe d'un enfant, on ne veut la voir nulle part, encore moins diffusée sans fin à la télé. Ça n'a ni vertu réparatrice ni vertu éducative. Que police et justice fassent leur boulot et répriment, au nom de la société, ce crime odieux !

On ne peut qu'éprouver une profonde répulsion pour l'assassin illuminé, âgé seulement de 23 ans qui a fait ça, en délirant qu'il a « mis la France à genoux » : le rejet massif est instantané et immédiat. À peine si le commentaire d'une telle image est permis.

Mais ce n'est pas un commentaire, ni une éducation ni même une analyse qu'on a subi. Le candidat président sortant s'en est emparé jusqu'à la nausée. Il est allé jusqu'à imposer dans toutes les écoles « une minute de silence » traumatisante pour des centaines de milliers d'autres enfants. C'est une vaste offensive médiatique, heure par heure, minute par minute, image par image, qui a transformé le drame en télé-réalité et qui visait à exploiter le filon pour tenter de faciliter ostensiblement la réélection du candidat sortant, cultivant jusqu'à plus soif le rôle du pacificateur, protecteur de l'ordre public.

Le dit candidat-président est même allé jusqu'à se rendre lui-même, longuement, à cent mètres du lieu où le forcené était reclus. Il a annoncé qu'il allait faire une déclaration télévisée sitôt que celui-ci se serait rendu. Il a piétiné, patienté, « parlé aux voisins », traîné jusqu'à se mettre en retard pour les obsèques des victimes militaires, tellement, il cherchait l'occasion médiatique « d'être là » lorsque la photo de l'arrestation pourrait être prise.

François Hollande et le Parti socialiste se sont comportés, devant cette tragédie, avec toute la retenue nécessaire, tout le respect du aux victimes de ce drame et à leur famille. Prenant le même avion que Dupont-Aignan, Le Pen, pour se rendre à Toulouse puis Montauban, aux obsèques des trois militaires tués, François Hollande a dû subir un protocole, un « placement » selon le tirage au sort effectué par le Conseil constitutionnel, tandis que le « président » sortant se donnait un rôle surjoué de maître des cérémonies.

Sept morts dont trois enfants, un blessé grave, le tueur qui ne pourra pas rendre de compte à la justice : un « succès » ?

Un « succès » ? Comment la droite ose-t-elle se servir de ce mot à propos d'une opération qui n'a pas empêché le tueur de frapper à trois reprises, à quatre jours d'intervalle à chaque fois ? Comment parler de succès alors que sept personnes, dont trois enfants de 3 à 8 ans, ont été massacrées ? Comment parler de « succès » alors que le tueur n'a pu être traduit devant la justice ? Comment parler de « succès » alors que Alain Juppé lui-même estime, certes avec précaution, qu'il faudrait peut-être faire « *la clarté* » sur une possible « *faille* » du renseignement et précise « *Je comprends qu'on puisse se poser la question de savoir s'il y a une faille ou pas* ».

Comment ne pas s'interroger sur l'absence de suivi de Mohamed Merah, repéré par les services de renseignement depuis son séjour en Afghanistan et qui pu, malgré cela, constituer un véritable arsenal d'armes de guerre ? Comment ne pas s'interroger sur le temps mis à localiser le tueur après le premier assassinat de Toulouse et la tuerie de Montauban ? Comment ne pas s'interroger sur l'échec de l'arrestation de ce tueur ? La réponse de Nicolas

Sarkozy « Circulez ! Il n'y a rien à voir ! » est inacceptable. Seule une commission d'enquête parlementaire indépendante du pouvoir actuel permettrait de faire toute la lumière sur la réalité des dysfonctionnements dans l'organisation et les méthodes de services utilisés comme un véritable domaine réservé du Président Sarkozy.

La théâtralisation de l'action de Nicolas Sarkozy

La théâtralisation, cette omniprésence de l'action du président-candidat, n'a rien à voir avec une quelconque recherche d'efficacité. Elle a tout à voir, au contraire, avec une récupération que résume admirablement le titre cynique d'un article d'Arnaud Leparmentier dans le Monde du 21 mars 2012 : « *Tuerie de Toulouse : le candidat Sarkozy se prépare à engranger le succès du président* ».

Lorsque Nicolas Sarkozy osait déclarer devant les enfants d'une école parisienne « *ça s'est passé à Toulouse, dans une école confessionnelle, avec des enfants de familles juives, mais ça aurait pu se passer ici. Il aurait pu y avoir le même assassin, ces enfants sont exactement comme vous* », il semblait oublier, comme le soulignait Cécile Duflot, que le rôle d'un adulte est de protéger, pas d'angoisser les enfants. En réalité, bien au-delà de ces enfants rendus inquiets, effrayés, c'était avant tout aux électeurs du candidat Sarkozy que le président s'adressait.

Quand le président Sarkozy attendait, à Toulouse, la reddition du tueur afin de pouvoir se montrer au moment propice devant les caméras de télévision, cela n'aidait en rien l'efficacité de la police. Que faisait-il sur place avec son ministre de l'Intérieur Guéant ? Cela n'avait qu'une fonction : permettre au candidat Sarkozy d'engranger « le succès » du Président. Tout l'épisode a été mis en scène avec soin par les communicants, calculé au millimètre, et les actions de la police, de la justice semblaient être soumises au tempo des médias plus qu'aux exigences de la réalité.

Pareille confusion des rôles entre président et candidat est inacceptable, contraire à la démocratie la plus élémentaire. Elle appellerait sans doute une modification de la Constitution qui permettrait, par exemple, au président du Sénat d'assurer l'intérim lorsqu'un président en exercice postulerait à sa réélection.

L'instrumentalisation du drame par la droite

Ils en ont fait argument politique de tout bois. Alain Juppé a utilisé le drame de Toulouse et Montauban pour essayer de tacler François Hollande qui veut, à juste titre, hâter le retour des troupes françaises d'Afghanistan. Juppé cherche à justifier cette intervention en évitant surtout de répondre aux questions essentielles : que fait l'armée française à jouer les supplétifs dans une guerre menée par les Etats-Unis avant tout pour défendre leurs intérêts énergétiques ? Comment justifier que l'intervention de l'Otan soit faite au nom de la « démocratie » mais se résume à soutenir le régime corrompu jusqu'à la moelle d'Hamid Karzaï ? Comment justifier une occupation par les armées de l'OTAN qui est devenue aussi impopulaire que celle des Soviétiques dans les années 1980 et qui aboutit à l'inverse de son objectif proclamé en livrant lentement mais sûrement l'Afghanistan aux Talibans ?

La droite et les médias qui soutiennent Nicolas Sarkozy ont tenté de refaire ce qui leur avait si bien réussi à la présidentielle de 2002 (la photographie d'un vieil homme au visage tuméfié passant en boucle sur les chaînes de télévision) en mettant en scène de façon obsessionnelle la violence dans la campagne présidentielle.

L'arsenal législatif que propose, dans la foulée, Nicolas Sarkozy, pour lutter contre le terrorisme n'a qu'une fonction : gagner des voix. Ça sent la récupération à plein nez. De l'avis de nombreux juristes et spécialistes des questions de

sécurité, les dispositions qu'il propose sont soit inapplicables soit déjà existantes. Il s'agit, comme à chaque fois, d'activer les peurs, de refuser de prendre le moindre recul et de légiférer en fonction de l'événement dans le seul but de gagner les voix des électeurs qu'il dispute à Marine Le Pen. Le Syndicat de la Magistrature dénonce cette posture : « *Ce drame vient à peine de s'achever et nous sommes déjà dans le temps de l'annonce politique* »

Le Front National, après sa grande peur, laisse éclater sa haine

Le 21 mars, Marine Le Pen exigeait des « *salauds* », c'est-à-dire, pour elle, Jean-Luc Mélenchon, François Bayrou et SOS Racisme, qu'ils présentent leurs excuses pour avoir osé suggérer que le tueur aurait pu avoir quelques rapports avec l'idéologie du Front National.

Le 19 mars, pourtant, Marine Le Pen faisait preuve de beaucoup moins d'arrogance. Avec des mots aussi inédits dans ses discours que « *compassion* » ou « *solidarité* », elle allait jusqu'à affirmer : « *Il n'y a plus de droite, il n'y a plus de gauche, il y a des parents qui sont horrifiés* ».

Comment expliquer le contraste entre ces deux déclarations si ce n'est par l'intense panique qui s'était emparée de la direction du Front National, entre le 19 et le 21 mars, à l'idée que le tueur puisse être un néo-nazi ? Le souvenir de l'assassinat de 77 adolescents membres des jeunesses socialistes norvégiennes en juillet 2011 par un tueur néo-nazi se déclarant, non pas musulman, mais « à 100% chrétien », Andreas Breivik, avait, reconnaissons-le, de quoi donner des sueurs froides à la direction de l'organisation lepéniste.

Il est vrai que les trois militaires assassinés avaient des noms à consonance maghrébine, qu'un quatrième, blessé grièvement, était Antillais et que le professeur et les trois enfants assassinés étaient Juifs. Le plus probable était donc que le tueur était soit un néo-nazi (hypothèse un moment avancée par les médias), soit un extrémiste se réclamant de l'Islam.

Andreas Breivik, pendant dix ans, avait été adhérent du « Parti du Progrès » norvégien, une organisation proche de l'idéologie du Front national. On peut comprendre, dans ces conditions, la terrible angoisse des dirigeants du Front National. Mais comment ne pas être révolté d'entendre, aujourd'hui, ces mêmes individus se poser en donneurs de leçons en matière de lutte contre le terrorisme ?

Éviter qu'un drame aussi atroce puisse se répéter

Sarkozy prétend que mettre en cause les institutions ou la société à propos de la tragédie de Toulouse et de Montauban serait « indigne ».

Toutes les questions, au contraire, doivent être posées librement dans le débat public, non pas pour chercher une quelconque « excuse » à Mohamed Merah mais bien **pour éviter qu'un drame aussi atroce puisse se répéter**.

Il ne s'agit pas d'un commando de terroristes venu d'Arabie Saoudite comme le 11 septembre 2001 à Manhattan mais d'un jeune Français, né et ayant vécu l'essentiel de sa vie en France. Il serait donc irresponsable, comme veut l'imposer Sarkozy, de ne pas s'interroger sur la ghettoïsation des quartiers et des banlieues, sur le chômage qui frappe plus de 50 % de leurs jeunes habitants, sur la désertion des services publics, sur l'école qui ne permet pas de

s'en sortir, sur les discriminations à l'embauche, sur la désespérance de tant de jeunes. Il ne s'agit en rien de faire de Mohamed Merah une « victime de la société » qui n'aurait pas eu à répondre de ses actes. Il s'agit, simplement, de tenter de déterminer les causes sociales qui pourraient nourrir de telles dérives, de tels délires et d'agir pour les éradiquer.

C'est en allant vers plus de République comme le propose François Hollande et en particulier vers le retour de la République et de ses services publics (la Poste, l'hôpital public, la police de proximité...) dans les banlieues et les quartiers qu'il sera possible de commencer à remédier à dix ans de politique d'abandon de la droite.

C'est aussi en refusant toute forme de communautarisme et en affirmant avec force la nécessité de la laïcité, telle que l'entendait la loi de 1905. Celle que l'actuel président de la République a bafoué aussitôt élu, en 2007.

L'éditorial du Figaro du 22 mars se permettait, en dépit de toute vraisemblance, de dénoncer « ce communautarisme que la gauche encense » alors que le Parti socialiste a toujours combattu le communautarisme au nom de la citoyenneté et de la laïcité. C'est une accusation à front renversé. Car sans doute l'éditorialiste du Figaro avait-il oublié l'allocution de Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème conférence des Ambassadeurs, le 27 août 2007. Allocution dans laquelle il reprenait l'idée nauséabonde du « choc des civilisations » si chère à Georges W. Bush, en déclarant notamment : « *La menace d'une confrontation entre l'Islam et l'Occident, nous aurions tort d'en sous-estimer la possibilité* ».

Sans doute l'éditorialiste du journal de Serge Dassault avait-il aussi oublié ce que proclamait Nicolas Sarkozy, dans son discours de Latran, le 20 décembre 2007 : « *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance* ».

Nicolas Sarkozy ose se présenter en « rassembleur »

L'homme qui voulait nettoyer les banlieues au karcher, qui stigmatisait les Roms, qui menaçait à Grenoble les « Français d'origine étrangère », qui affirmait que la première préoccupation des Français était la « viande hallal », qui a passé son quinquennat à dresser les habitants de notre pays les uns contre les autres afin de pouvoir gouverner au profit des 1 % des Français les plus riches, ose maintenant se présenter en rassembleur de tous, quelles que soient leurs croyances ou leurs origines !

Comment oublier, pourtant, que son actuel ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, affirmait hier que « *toutes les civilisations ne se valent pas* » et associait immigration et délinquance ? Comment oublier, également, que le ministre de l'Intérieur qui l'avait précédé, Brice Hortefeux, avait été condamné en première instance pour « injures raciales » et que Nicolas Sarkozy ne l'a jamais désavoué ?

Après le président des riches devenu le « candidat du peuple », après le destructeur de l'emploi industriel devenu le « candidat des ouvriers », Nicolas Sarkozy continue ses métamorphoses à répétition et devient le « candidat protecteur ». Cette ultime métamorphose de Nicolas Sarkozy qui vise à le présenter comme « au-dessus des partis » a un unique objectif : **lui éviter de tirer le moindre bilan de son quinquennat et d'avoir à défendre un projet qu'il n'a toujours pas dévoilé.**

Personne ne peut faire abstraction des événements tragiques de Toulouse et Montauban. Ils ne constituent pas une

Au lendemain du drame de Toulouse et Montauban

simple parenthèse dans la campagne électorale. Ils doivent être pris en compte et permettre, notamment, de mettre en évidence le fiasco complet de ce qui était pourtant le cheval de bataille du candidat-président : sa politique sécuritaire. Mais ils ne peuvent, à eux-seuls, résumer les enjeux de l'élection présidentielle. Un ultime hommage aux victimes de Toulouse et de Montauban exigerait, au contraire, que le débat démocratique puisse, enfin, avoir lieu et que la République reste la plus forte, qu'on ne manipule pas pareil drame pour tenter de faire oublier les réels enjeux : le chômage de masse, la misère, la précarité, les inégalités sociales.

Jean-Jacques Chavigné et Gérard Filoche